

RECHERCHE DE FONDS

En 2020 nous avons pu récolter 47'533.- Frs.

Nous remercions pour leur soutien, les Communes de Bardonnex, Bellevue, Chêne-Bourg, Choulex, Collonge-Bellerive, Cologny, Jussy, Lancy, Plan-les-Ouates, Prégny-Chambésy, Puplinge, Thônex, Troinex, Vandoeuvres et Veyrier. Nos ONG locales partenaires ont participé elles-aussi au financement des projets à des minimaux de 10%.

LIBAN

Depuis l'Occident, du fait que les médias n'en parlent pas vraiment, il est difficile de s'imaginer la charge que représentent les réfugiés sur tous les plans dans ce pays pas plus grand que la Suisse romande, avec une densité de population trois fois plus forte - pays avec la plus forte densité de réfugiés au monde. Rappelons qu'en 2016 ceux-ci représentaient 50 % de la population locale qui était passée de 4 à 6 millions d'habitants. Par ailleurs, les régions où ils s'installent étant souvent les plus pauvres du pays, leur présence provoquant une inflation des prix et une pression importante sur le marché de travail, les tensions sont inévitables. En outre, avec le soi-disant "apaisement" de la situation en Syrie, les dons internationaux se tarissent, ce qui s'ajoute aux difficultés auxquelles ce pays doit faire face. Les ONG locales sont nombreuses et dynamiques mais le soutien provenant d'organisations occidentales, aussi modeste soit-il, demeure une nécessité importante. Or, les réfugiés sont présents au Liban depuis 10 ans et il faut entre 7 et 10 ans "après la fin" d'un conflit pour que des déplacés retournent au pays. Nous sommes donc bel et bien dans une situation de développement durable. Par ailleurs, les responsables locaux admettent que même si le pays souhaite le départ des réfugiés, et qu'effectivement, quelques milliers franchissent régulièrement le pas, pour diverses raisons de sécurité, seule une minorité est disposée à envisager le retour au pays.

Alors que l'économie était déjà en mauvaise posture, la crise du COVID-19 risque de renverser la tendance politique et de redonner l'avantage aux élites politiques traditionnelles, après que la "rue" avait réussi à provoquer un nouvel élan grâce à trois mois de manifestations à travers le pays. Pour rappel, depuis le 17 octobre 2019, les manifestants libanais se sont concentrés sur la nécessité de changer le système de partage du pouvoir du pays

et d'inverser la détérioration rapide de la qualité de la vie quotidienne. Les Libanais ont compris que leurs difficultés économiques étaient le résultat d'une crise de gouvernance. Pendant que le pays s'enfonçait dans l'abîme au milieu de la crise économique la plus douloureuse, la préoccupation principale des politiciens était de marquer des points pour protéger leurs intérêts. Le ralentissement économique, la forte inflation, le COVID-19 et enfin l'explosion du port de Beyrouth ont poussé les communautés vulnérables - y compris les réfugiés syriens - au bord du gouffre, avec plus de 25% des ménages libanais et 75% des ménages de réfugiés vivant désormais sous le seuil de pauvreté. L'extrême pauvreté a augmenté de 45%, avec moins de 205 USD par personne par mois, moins de la moitié du salaire minimum.

Le gouvernement étant toujours plus absent de certaines zones et domaines, il devient difficile pour les couches sociales défavorisées libanaises et les réfugiés de scolariser leurs enfants, de trouver un emploi et d'obtenir des aides. Par ailleurs, avec la déroute économique et la crise sanitaire mondiale, de nombreux enfants libanais ont quitté l'enseignement privé pour se rabattre sur l'école publique, provoquant la déscolarisation correspondante d'enfants syriens. La formation quelle qu'elle soit est dans cette situation un besoin pressant pour construire l'avenir de ces jeunes et leurs familles.

Vu la crise (sanitaire) mondiale, l'évaluation des projets financés et la recherche de nouveaux a eu lieu par visio-conférence avec nos partenaires locaux.

Beqaa

Formation de 40 femmes en restauration professionnelle, hygiène et conserverie. Partenaire local : "arcenciel".

La région connue pour sa gastronomie manque de personnel féminin. Les formations leur permettent de s'insérer dans ce secteur et de dépasser la barrière culturelle freinant leur accès au travail et à l'autonomie. Cette dernière leur permet également d'améliorer la perception de leur rôle dans le foyer et la société.

Notre partenaire local a identifié, auprès des





communautés défavorisées, un certain nombre de femmes qui habitaient à distance raisonnable du centre de formation. Suite à un entretien qui a permis de mieux cerner leur motivation, une sélection de femmes réfugiées syriennes et de libanaises défavorisées de 18 à 55 ans a été effectuée, la plupart d'entre elles élevant seules leurs enfants. La dévaluation dramatique de la monnaie locale a permis de former deux fois plus de femmes avec les fonds octroyés.

La formation a subi de nombreux retards et interruptions du fait de la crise sanitaire et des restrictions, verrouillages et autres décisions du gouvernement. Les femmes ont été réparties en trois groupes. Les deux premiers ont été formés. Le troisième groupe sera formé en février 2021. Les formations ont été données par 4 formatrices au sein de la cuisine professionnelle et du restaurant géré par notre partenaire local. Les séances quotidiennes de 6 heures, au total de 100, ont couvert les aspects théoriques et pratiques des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire, des techniques de préparation de plats traditionnels et de mise en conserve d'aliments en tout genre. Les apprenantes furent réparties dans différents ateliers représentant les diverses pratiques alimentaires. Un livret leur a été remis reprenant le contenu de la formation. Elles ont enfin obtenu un certificat qui pour favoriser leur employabilité, notre partenaire local ayant une certification internationale.



Suite à la formation, les compétences acquises leur permirent soit de chercher un emploi localement, accompagnées par le bureau d'insertion sociale de notre partenaire local, soit de démarrer une

production artisanale chez elles à revendre au marché local. Les femmes ont été intégrées à un groupe de discussion sur Whatsapp afin qu'elles puissent garder le contact avec leurs formatrices et s'entraider. Par ailleurs, notre partenaire local les

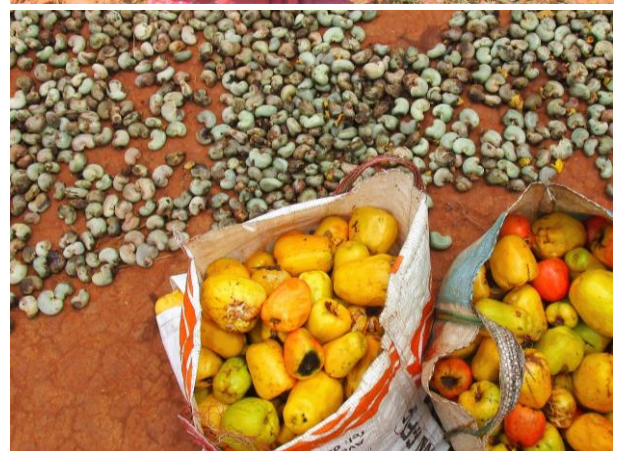
aide à promouvoir et vendre leurs produits sur son marché fermier.

Pour plus de détails, le rapport complet de notre partenaire local est joint à ce rapport d'activité.

L'association reçut des fonds jusqu'en janvier 2021 pour l'exercice 2020. Une partie des fonds reçus en fin d'année fut utilisée pour préfinancer et participer à la mise en place du prochain projet prioritaire au Liban en 2021.

INDE

Les fonds octroyés en 2020 ont permis de soutenir les projets de pérennisation, soit la plantation, l'entretien et l'irrigation d'un millier jeunes "anacardiens" (noix de cajou) supplémentaires.



Les projets de plantation, de protection des plants et d'irrigation sont bien rodés et parfaitement gérés par notre partenaire local avec qui nous collaborons depuis longtemps pour préserver l'environnement écologique du lieu en freinant l'érosion des sols.

En 2020, la 4ème récolte de noix de cajou sur les arbres plantés en 2012 a été de 8 tonnes. Elle a rapporté un revenu supplémentaire aux 50 familles de villageois s'étant fédérés pour cette activité. Les familles ont aussi planté des arbres dans leurs arrière-cours et ont pu récolter environ 15% de la récolte globale en sus. Ces revenus permettent d'améliorer l'autonomie des villageois qui peuvent ainsi s'investir dans des pratiques d'agriculture autosuffisante. C'est un progrès concret réel, même s'il reste encore beaucoup à faire.

L'étable financée il y a quelques années par les Communes du Canton est pleinement fonctionnelle : elle accueille 1 taureau, 13 vaches, 4 génisses et produit env. 60 litres de lait par jour. Un réfrigérateur a été acheté pour conserver le surplus de lait.



La route d'accès au site étant complète, un certain nombre de villageois ayant été formés aux professions du bâtiment en travaillant sur le site, ont pu acquérir des petites motos, ce qui leur permet de circuler dans la région et d'y trouver du travail.

En 2020, l'école accueillait 155 enfants (13 de plus), dont 100 en pensionnat (15 de plus). Du fait de la crise sanitaire, seuls deux adolescents ont pu se rendre à la capitale pour y terminer leurs études. Une douzaine d'entre eux assistent toujours dans l'enseignement à l'école.



Ceux d'entre eux, parmi les plus âgés (16-19 ans) ont toujours l'idée de reprendre à leur compte le programme de développement et de reproduire le modèle dans les villages et communautés tribales voisines. Mais ils doivent continuer de mûrir et de développer de l'expérience.

Le responsable local du programme, M. Pranjal Jauhar, remercie du soutien financier de ces micro-projets d'entretien et de pérennisation, qui

permettent de préserver le développement du site en attendant que les enfants les plus mûrs soient prêts à intégrer le programme de manière active et responsable.

Le programme d'incitation au bénévolat à Kechala à partir de la Suisse - et qui devait être financé par des fonds privés - n'a pas pu être promu, du fait de la crise sanitaire.

SENEGAL

Lors de son séjour au Sénégal, le directeur, fut mis en contact avec une école de village, à proximité de Mbour. Celle-ci accueille 680 enfants dans 12 classes, soit une moyenne de 57 enfants par classe. Elle ne disposait pas d'accès à l'eau et ses sanitaires étaient délabrés. La classe de maternelle ne disposait ni de support pédagogique ni de mobilier. Les enfants devaient sortir de l'école pour aller quémander de l'eau dans le voisinage pour leurs besoins. Le directeur récolta des fonds parmi ses amis et compléta avec ses propres deniers.



Pour 1800 euros, le puits de la cour fut rénové, une pompe installée, l'eau acheminée aux sanitaires rénovés et la maternelle modestement équipée. Par ailleurs la sécurisation de l'enceinte contre les intrusions fut renforcée. Cette école, l'une des 40 de la Commune, n'était pas la moins bien lotie. Le Sénégal se trouve au 166ème rang mondial du développement humain sur 189. Son taux d'analphabétisme est de 43%, 66% chez les femmes. 44% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Les besoins sont très importants. Mais la mentalité rend très difficile la mise en place efficace de projets. Détail sur la page dédiée :

www.ushagram-suisse.org/projets/particuliers/senegal1/

SOLIDARHUMANITY

La phase pilote itinérante de ce projet sur le continent africain a été initiée en automne 2019. Son fondateur et porteur, le directeur de l'association, désormais à la retraite pu s'y consacrer pleinement. Cette phase pilote devait permettre de collecter le matériel prévu au document programmatique afin de relancer la campagne de recherche de fonds et de partenariats sur cette base concrète, permettant ainsi de pouvoir engager la phase suivante. Ce projet itinérant, articulé autour d'un tour du monde reliant entre elles des écoles sur le parcours avait pour objectif de promouvoir la compréhension interculturelle, base de la citoyenneté mondiale et de l'édification de paix. Les ateliers conduits dans chaque école devaient être articulés autour de l'ouvrage *Le Petit Prince* et des témoignages des enfants, dont une sélection devait être partagée et circulée d'école en école.



Quatre mois après le commencement du voyage, le retour du terrain fut peu significatif. Les bénévoles en Afrique s'étant portés volontaires pour pré-organiser les visites d'écoles n'ont finalement globalement pas pu se rendre disponibles. De ce fait, dans l'incapacité de tout gérer par lui-même tout en voyageant, le fondateur / animateur du projet, ayant atteint Abidjan en Côte d'Ivoire, rebroussa chemin pour se poser au Sénégal et repenser sa stratégie. Avec ses contacts locaux, il prévoyait de mettre en œuvre le projet localement, de rayonner en étoile nationalement pour enfin, se rendre dans les pays voisins au gré des opportunités. Malheureusement, au printemps 2020, la crise du COVID compliqua la situation de la fréquentation d'écoles et des déplacements et le projet, dépendant majoritairement de financements privés et de fonds propres du fondateur, fut mis entre parenthèses jusqu'à nouvel ordre.

ASSOCIATIF

Le nombre de nos membres reste stable, soit une trentaine de membres en 2020 avec des désistements et de nouveaux venus. 2020 n'a pas vu de changement au sein du Comité.

Février 2021, Ushagram Suisse, CP 138, 1211 Genève 12
Tél. 079 601 70 21, info@ushagram-suisse.org
www.ushagram-suisse.org

NOUVEAU SITE WEB !

www.ushagram-suisse.org

A la page "projets / institutions", vous y trouverez :

- la version électronique de nos demandes
- les fiches détaillées de chaque projet
- les rapports et galeries de photos des projets financés.

A la page "Documents", vous trouverez tous les documents associatifs usuels relatifs aux demandes.

* Nos rapports d'activité sont à cheval sur deux années civiles pour les raisons suivantes :

- a) notre calendrier : la date limite de dépôt des dossiers de demande de fonds auprès de certains de nos bailleurs étant début mars, en février, nous travaillons sur les nouveaux projets à soumettre ainsi que sur les rapports d'activité de l'exercice précédent ; ceci implique de visiter le terrain en décembre ou janvier préalablement.
- b) le calendrier de nos bailleurs : la réception des fonds se fait tout au long de l'année au gré des réunions de Commission des Communes (parfois jusqu'à janvier de l'année suivante). Il se peut donc que nous ne sachions qu'à la fin de l'année quand un projet a été financé et à quelle hauteur.
- c) climat sur le terrain : selon les saisons, la mise en place des projets peut être retardée ou différée comme pendant les moussons en Inde et l'hiver au Liban.
- d) bénévolat : étant bénévoles, notre travail associatif est effectué sur notre temps libre, en dehors de nos horaires de travail et du temps consacré à nos familles.
- e) visites de terrain : afin de réduire les coûts, les visites de terrain sont prises sur nos congés et doivent remplir trois objectifs : 1) visiter les projets de l'année précédente après achèvement et rencontrer les équipes et les bénéficiaires, 2) visiter les sites et les équipes pour le lancement des projets financés dans l'année, 3) rechercher de nouveaux projets à soumettre aux donateurs pour la recherche de fonds de l'année suivante.

f) envoi des fonds : comme évoqué au point b, selon la date de réception des fonds et le taux de financement obtenu :

- de nouveaux budgets adaptés aux montants récoltés pourront être préalablement nécessaires
- les disponibilités de l'ONG partenaire et la saison en cours sur le terrain devront être prises en compte pour la mise en œuvre.

Une fois ces paramètres pris en compte, les fonds seront transférés.

Parfois, entre le moment où un besoin a été relevé, où un projet correspondant a pu être monté et soumis et, où le projet a été financé, une longue période peut s'être écoulée. Une 2ème visite de terrain peut alors s'avérer nécessaire pour s'assurer des bonnes conditions de mise en œuvre avant transfert des fonds.

Idéalement, un projet est financé intégralement et rapidement pendant l'exercice courant, les fonds immédiatement transférés et le projet réalisé avant la fin de l'exercice afin d'en établir les rapports d'achèvement. Ceci est souvent le cas pour de petits projets simples à réaliser et peu onéreux.

Rapport Intermédiaire - Projet Ushagram Formation des femmes Taanayel, Bekaa, Liban - Période de mars à décembre 2020

1 - Contexte du projet

La crise syrienne entre dans sa dixième année et continue de provoquer la crise de réfugiés la plus importante au monde. Aujourd'hui, plus d'un million de réfugiés syriens "enregistrés" vivent à l'intérieur des frontières du Liban, dont près de 63% sont d'âge scolaire. Il s'agit de la plus grande population de réfugiés par habitant au monde et met à rude épreuve les systèmes de l'Etat et les services essentiels. La crise du COVID-19 fait suite aux graves crises économiques et politiques qui ont frappé le Liban fin 2019. Contrairement à la situation sanitaire plutôt favorable jusqu'à présent, avec un nombre [officiel] élevé d'infections et de décès, la crise du COVID-19 a des coûts économiques dévastateurs étant donné l'environnement économique très fragile du pays. Avant même que l'épidémie ne frappe, des fermetures massives d'entreprises en réaction à la crise économique ayant explosé en septembre 2019 avaient déjà eu lieu. Ceci avait déjà provoqué des augmentations catastrophiques du chômage et de la pauvreté. Les entreprises ont perdu en quelques mois l'accès aux devises et aux importations. Les ménages ont eu des difficultés à accéder à leurs comptes bancaires et le volume des envois de fonds a diminué en raison de la crise pétrolière dans les pays du Golfe. La pauvreté est passée de 30% en 2019 à 45% ou plus de la population à la fin de 2020, tandis que l'extrême pauvreté (alimentaire) a plus que doublé pour atteindre 22%.

Alors que l'économie était déjà en mauvaise posture, la crise du COVID-19 risque de renverser la tendance politique et de redonner l'avantage aux élites politiques traditionnelles, après que la "rue" avait réussi à provoquer un nouvel élan grâce à trois mois de manifestations à travers le pays. Pour rappel, depuis le 17 octobre 2019, les manifestants libanais se sont concentrés sur la nécessité de changer le système de partage du pouvoir du pays et d'inverser la détérioration rapide de la qualité de la vie quotidienne. Les Libanais ont compris que leurs difficultés économiques sont le résultat d'une crise de gouvernance. Pendant que le pays s'enfonçait dans l'abîme au milieu de la crise économique la plus douloureuse, la préoccupation principale des politiciens était de marquer des points pour protéger leurs intérêts. Le ralentissement économique, la forte inflation, le COVID-19 et enfin l'explosion du port de Beyrouth ont poussé les communautés vulnérables - y compris les réfugiés syriens - au bord du gouffre, des milliers de familles sombrant davantage dans l'extrême pauvreté et la vulnérabilité.

Les crises consécutives ont touché toutes les communautés du Liban - libanais, réfugiés, migrants et autres - et les plus vulnérables sont les plus durement touchées, avec plus de 25% des ménages libanais et 75% des ménages de réfugiés vivant désormais sous le seuil de pauvreté. La proportion de ménages de réfugiés vivant sous le seuil de pauvreté extrême a augmenté de 45% extrême. Vivant avec moins de 205 USD par personne et par mois, moins de la moitié du salaire minimum, de nombreuses familles ont recours à des mécanismes d'adaptation négatifs : le travail et le mariage des enfants, rendant des milliers d'entre eux vulnérables à la violence, aux abus et à l'exploitation.

2 - Contexte du projet :

Ce projet de formation des femmes a eu lieu au Centre de formation Agnes Varis pour femmes qui fut créé au sein du restaurant Khan El Maqsoud d'arcenciel en 2016. Pour la deuxième année, arcenciel et Ushagram se sont associées ensemble suite au succès de la première année et la preuve de la nécessité de mettre en œuvre ce type de formation en cette période.

Les femmes, libanaises défavorisées et réfugiées vulnérables, bénéficiaires du projet, ont désespérément besoin d'acquérir les compétences que le projet leur fournit, afin d'améliorer leurs opportunités de trouver un emploi sur le marché libanais ou de se rendre indépendantes. Les projets de subsistance comme celui-ci aident les communautés les plus vulnérables dans le soutien qu'elles apportent à leurs familles.

3 - Description du projet :

- Identification des bénéficiaires

Le programme social d'arcenciel applique le concept de "réhabilitation communautaire" qui consiste à demander aux travailleurs sociaux de l'organisation d'atteindre les familles vulnérables et marginalisées par le biais de visites de terrain et de porte-à-porte, d'identifier leurs besoins et d'évaluer comment elle peut les servir. Quand ces informations reposent sur des données, les bénéficiaires sont identifiés et sélectionnés pour les projets appropriés répondant à leurs besoins.

Les travailleurs sociaux identifient les femmes, réfugiées et locales répondant aux critères requis. Avant le démarrage du projet, ils évaluent l'intérêt des bénéficiaires pour le projet : leur motivation et leur engagement à suivre les directives et le cadre du projet.

Un élément supplémentaire est survenu, n'ayant pas été initialement planifié fut, le test PCR. Pour assurer la sécurité de tous les bénéficiaires et du personnel d'arcenciel, le chef de projet a réajusté le budget et obtenu l'approbation d'Ushagram pour allouer une ligne comptable aux tests PCR, que chaque femme sélectionnée subirait avant de rejoindre le groupe.

Les bénéficiaires ont été divisés en trois groupes, dont deux ont déjà terminé et ont accompli leurs sessions de formation. Le troisième groupe participera en février 2021, fonction de la réouverture du pays suite à de longues périodes de verrouillage complet du pays.

Le premier groupe comprenait 13 femmes : quatre libanaises, une palestinienne et huit syriennes, entre 21 et 57 ans, avec deux femmes célibataires et 11 mariées.

Le deuxième groupe comprenait 12 femmes (l'une d'elles s'étant retirée en dernière minute pour cause de maladie) : sept libanaises et cinq syriennes, entre 18 et 55 ans, avec deux divorcées, une célibataire et neuf femmes mariées.

Les bénéficiaires des deux groupes venaient de régions autour du centre de Taanayel ; les communes environnantes, ainsi que des communes jusqu'à Baalbeck au nord de la Bekaa.

- Contenu des activités

La formation culinaire des femmes ayant lieu au centre de formation Agnes Varis s'adressant à des groupes d'une douzaine de femmes dure un mois, à raison de six heures par jour, de 9 à 15h, cinq jours par semaine. Près de 20% de la formation est théorique pendant laquelle elles assistent à des sessions dans le restaurant adjacent Khan El Maqsoud sur la sécurité alimentaire et les normes d'hygiène dans l'industrie culinaire. Les 80% restants sont pratiques : les femmes font la cuisine au centre de formation et apprennent à faire le mouneh (conserves libanaise), les plats à base de viande et de volaille, la transformation d'aliments et fruits secs, parmi d'autres compétences.

4 - Impact et soutenabilité du projet

Les femmes reçoivent un certificat après avoir terminé le cours ce qui les aide dans leur recherche d'emploi, ou l'accroissement de leur crédibilité lors du démarrage de leur activité indépendante. Sur la base de l'expérience des années précédentes, la majorité des femmes diplômées du Centre Agnes Varis ont se rendent indépendantes et travaillent depuis chez elles. Cette option convient à leurs ménages, à leurs engagements familiaux. Elles peuvent rester chez elles, tout en produisant, vendent et participants aux revenus de leurs familles.

Les zones dans lesquelles ces femmes vivent leur permettent de faire connaître les produits qu'elles fabriquent et vendent, que ce soit dans les camps et les établissements informels dans lesquels vivent les réfugiés ou dans les communautés restreintes dans lesquelles vivent les Libanais dans ces régions. Elles comptent beaucoup sur le bouche à oreille, surtout quand l'information se répand qu'elles ont reçu leur formations à arcenciel, organisation réputée dans la région.

Par ailleurs, arcenciel les aide à promouvoir et à vendre leurs produits (principalement les conserves) sur son marché fermier "Beit El Mouzaree", marché hebdomadaire au Domaine de Taanayel géré par l'organisation, où les agriculteurs et les femmes vendent leur production et produits. Le concept de ce marché est de vendre les produits directement, du producteur aux clients et donc de vendre à des prix abordables, avec un profit maximum pour les producteurs, les agriculteurs et les femmes.

Les femmes sont également encouragées à participer à d'autres marchés organisés dans différentes régions de la Bekaa ou même à Beyrouth et au Mont Liban, selon leur flexibilité et mobilité, arcenciel continuant ainsi de les aider à maximiser leur visibilité et leurs opportunités de vente.

Quant aux femmes qui préfèrent se préparer à travailler dans l'industrie hôtelière, elles sont automatiquement inscrites au bureau de placement d'arcenciel, dans le cadre du programme d'emploi de l'organisation, l'agence s'efforçant de trouver des postes vacants appropriés dans la région et les mettant en relation avec les employeurs.

Prochaines étapes :

Comme mentionné précédemment, du fait des confinements et autres restrictions sanitaires, un troisième groupe de femmes recevront leur formation en février 2021 dès que possible. Une annexe distincte au rapport nous sera soumise, reflétant les données démographiques, les commentaires de ce groupe et le rapport comptable.

Le projet à ce stade s'est avéré être réussi et nécessaire pour les femmes de la Bekaa. arcenciel continuera à allouer les fonds de ses partenaires et donateurs pour continuer à servir ces femmes les plus vulnérables et à les aider à contribuer à l'amélioration du statut socio-économique et du bien-être de leurs familles.



